



Mouvement social de Sidi Bouzid (Tunisie) : Les syndicats français expriment leur solidarité

Trois ans après les événements de Gafsa, la région de Sidi Bouzid, dans le centre de la Tunisie, est depuis le 17 décembre en proie à une flambée de colère dont les causes, comme à Gafsa, sont principalement le chômage et l'absence de développement.

La tentative de suicide d'un jeune diplômé vendeur ambulant qui s'est immolé par le feu a été l'élément déclencheur d'une vague de manifestations dans la région qui ont donné lieu à des arrestations en masse.

Les affrontements les plus violents se sont produits à Manzil Bouziane où un jeune manifestant a été tué par balle et ont provoqué une dizaine de blessés.

Le 27 décembre, des centaines de syndicalistes de l'UGTT, principalement de l'enseignement, des services de santé, de la poste et des télécommunications se sont rassemblés devant le siège de la centrale à Tunis. Les manifestants étaient cernés par un important dispositif de sécurité dont des unités anti émeutes.

Le déséquilibre du développement entre les régions côtières et le centre du pays est à l'origine de la détresse sociale de régions laissées pour compte, comme celle de Sidi Bouzid. L'investissement pour la création d'emplois, dans ces régions est une nécessité, particulièrement en direction des jeunes diplômés dont le taux de chômage atteindrait le double du taux global estimé à 14%.

Le collectif syndical français formé après les événements de Gafsa (CFDT, CGT, FSU, Unsa et Solidaires), soutient les efforts du mouvement syndical tunisien pour empêcher l'usage de la manière forte face à ces mouvements de protestation spontanés.

Il soutient la revendication de l'UGTT pour l'ouverture d'une négociation pour un développement durable créateur d'emplois de qualité et géographiquement équilibré.

Avec les syndicalistes de l'UGTT, la CGT, la CFDT, la FSU, l'UNSA et Solidaires exigent :

- la non intervention des forces de police contre les mouvements sociaux,
- la libération de toutes les personnes arrêtées,
- sans oublier la libération des militants emprisonnés suite aux mobilisations passées de la région de Gafsa, comme Fahem Boukadous et Hassan Ben Abdallah,
- l'amnistie et la réintégration dans leur emploi des ex-prisonniers du bassin minier de Gafsa et de tous les condamnés.

Face à cette politique caractéristique d'un Etat policier, les organisations françaises exigent enfin du gouvernement français qu'il cesse son soutien systématique à ce régime.

Paris, le 30 décembre 2010

Contacts des membres du collectif syndical

CFDT : Philippe Réau preau@cfdt.fr + 33 6 48 36 03 93
SGEN-CFDT : Michel Debon mdebon@free.fr + 33 6 85 91 83 75
CGT : Jean-François Courbe jf.courbe@cgt.fr + 33 6 76 49 00 17
FSU : Corinne Vialle corinne.vialle@snuipp.fr + 33 6 09 80 46 04
Solidaires : Alain Baron contact@solidaires.org + 33 (0) 1 58 39 30 20
UNSA : Saïd Darwane darwane@unsa.org + 33 6 71 85 16 65